

## **LES EGLISES DANS LA DYNAMIQUE DU DEVELOPPEMENT**

### **Qu'ont-elles fait et que peuvent-elles faire encore ?**

**Par**

**Jean-Blaise Kenmogne\***

Si nous posons un regard d'ensemble sur le problème du développement et les réalités qu'il couvre depuis bientôt cinq décennies, le sentiment qui s'impose concernant l'action des églises dans ce domaine est celui d'un immense fossé entre les théories élaborées et les pratiques sociales qu'elles ont induites. C'est le sentiment d'échec des stratégies engagées par les communautés chrétiennes pour répondre aux quêtes et aux attentes que le mot même de développement a libérées dans l'imaginaire des peuples, avec toutes les ambiguïtés, tous les malentendus et toutes les illusions qu'il couvait. Tout s'est passé comme si, dans la danse des visions multiples du développement et dans les débats qui ont agité les esprits sur ce sujet à l'échelle internationale, l'Eglise avait pris des positions dont elle n'a pas tiré des pratiques pastorales de transformation sociale conséquentes<sup>1</sup>. Cela est d'autant plus vrai qu'il est difficile de voir clairement aujourd'hui à quel développement les communautés chrétiennes se sont consacrées dans les relations Nord-Sud et à quels résultats elles ont abouti, eu égard aux ambitions que les réflexions à partir de l'Évangile permettaient de libérer dans le monde.

Pour démêler l'écheveau des questions relatives à cette situation, il est utile d'interroger d'abord la position des églises dans les théories du développement avant de considérer ensuite les résultats de la pastorale du développement dans le contexte de l'ordre mondial actuel.

### **L'Eglise dans les théories du développement**

Quand, à l'aube des années 1960, le problème du développement est posé dans le cadre des relations entre pays riches et pays pauvres, il consiste essentiellement en une question des possibilités pour les pays pauvres de rattraper leur retard économique par rapport aux pays riches. Ceux-ci représentent le modèle et le stade suprême du développement. Leur mode d'être, leur organisation sociale, leurs arts de vivre et leur type d'esprit représentait ce à quoi les autres pays sous-développés devaient aspirer. On distinguait clairement les étapes que les pays sous-développés étaient obligés de traverser pour arriver au niveau des pays

---

<sup>1</sup> Lire Reto GMÜNDER, *Évangile et développement, Pour rebâtir l'Afrique*, Yaoundé-Bafoussam, CLE-CIPCRE, 2004.

développés<sup>2</sup>. Le monde était ainsi divisé entre ceux qui avaient déjà atteint le sommet du développement et ceux qui devaient forcément les rejoindre, selon des lois économiques inéluctables.

En quoi consistait le développement à cette époque ? En la généralisation du mode vie des sociétés industrielles d'Occident sur toute la planète, grâce à l'insertion des pays pauvres dans le capitalisme avec sa philosophie du profit, sa course à la croissance, sa civilisation du béton, son adoration de la consommation et ses richesses ostentatoires. Se développer signifiait copier purement et simplement ce que l'Occident était et ce qu'il proposait : une industrialisation à outrance, une soumission aux politiques d'investissement dans l'économie du marché, une libération des rêves d'enrichissement par l'accumulation des produits de consommation et la conformation à la civilisation de l'Argent-Roi.

A ce modèle du capitalisme s'opposait celui du communisme, dont l'idée du développement n'était pas très différente du capitalisme quant aux finalités, mais sur les méthodes. Le communisme proposait une voie fondée sur l'appropriation collective des moyens de production et la planification étatique des projets de développement alors que le capitalisme misait sur la propriété privée et la liberté des individus dans leurs intérêts.

Cette étape du développement comme rattrapage des sociétés riches par les pays pauvres n'a pas résisté à l'épreuve des réalités. A l'analyse des relations entre les pays riches et les pays pauvres, on s'est rendu compte que le rattrapage était une illusion car, dans le modèle qui structurait le monde, c'étaient les pays riches qui, en fait, appauvrirent les pays pauvres. Le tiers-monde, que l'on situait entre le modèle capitaliste et le modèle communiste, souffrait de la pauvreté et de la misère chronique non parce qu'il était en retard par rapport aux pays riches, mais parce qu'il était dominé et écrasé par ceux-ci. Le développement secrétait en fait le sous-développement comme le foie secrète la bile. Loin d'être une étape préliminaire au développement, le sous-développement en était, en fait, la conséquence<sup>3</sup>. Son enjeu réel était la libération des pays pauvres par rapport à l'emprise du modèle capitaliste et de sa domination du monde. C'est l'Amérique Latine qui a mis l'accent le plus appuyé sur cette dimension de la question. Elle a refusé le développementisme comme course derrière le modèle occidental qui était la cause réelle du sous-développement. En lieu et place d'un tel développement, elle a voulu penser et vivre le développement comme réorganisation libératrice des énergies des populations appelées à se prendre elles-mêmes en charge à partir de leurs besoins réels. Si libérer signifiait alors sortir du moule d'aliénation et d'extraversion des besoins pour pouvoir s'organiser en sociétés responsables d'elles-mêmes. Le développement cessait d'être un problème spécifiquement économique pour devenir un problème politique, avec ce que cela comporte des rapports de force à l'échelle internationale. Les années 1970-1980 furent dominées par les débats sur les implications pratiques de cette dimension politique du développement. Le tiers-monde était pris dans les tenailles du conflit Est-Ouest que les enjeux politiques du développement comportaient. Il était, en fait, écartelé entre le capitalisme et le communisme et ainsi vivait paralysé par la guerre idéologique qui opposait les deux blocs.

Avec la destruction du mur de Berlin et l'effondrement du communisme les années 1990 et l'entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle furent dominées par la victoire absolue du capitalisme et

---

<sup>2</sup> Lire W.W. Rostov, *Les étapes du développement économique*, Paris, Gallimard, 1962.

<sup>3</sup> Sur cette problématique, on lira avec intérêt Kä Mana, « La problématique du développement dans la pensée africaine », in *Zaire-Afrique*, n° 90, 1977. « Développement ou Libération », in *Zaire-Afrique*, n°92, 1978 ; *Christ d'Afrique*, Paris, Karthala, 1994.

sa transformation en néolibéralisme dans un contexte nouveau : celui de la mondialisation. Avec cette nouvelle réalité, la question du développement s'est transformée de fond en comble.

Dans la mesure où elle vise l'intégration de toutes les politiques économiques des nations dans un seul système néolibéral sous la houlette des institutions financières internationales, la dynamique de la globalisation a cassé les ressorts de la politique comme lieu d'engagement des nations pour leur propre développement. Celles-ci sont obligées de se soumettre désormais à un ordre mondial dont les impératifs économiques et idéologiques obéissent aux intérêts de grandes entreprises globalisées devenues désormais les Maîtres du monde. Le système mondial est devenu ainsi un goulot d'étranglement<sup>4</sup> où les nations pauvres n'ont ni la possibilité de rattraper les pays riches ni la capacité de se déconnecter du système mondial tel qu'il est. Dans ce contexte, le seul choix qui s'offre est d'appliquer les politiques conçues par les Maîtres du monde<sup>5</sup>. Or ces politiques ne sont pas pensées ni élaborées pour les intérêts des pays sous-développés, ou les pays en développement, pour reprendre le vocabulaire en cours, mais pour l'enrichissement des pays riches. La vraie bataille pour les pays pauvres, c'est de travailler pour maîtriser la logique néolibérale en vue de sortir de la nasse des pays pauvres et d'entrer dans la classe des pays émergents, ceux qui s'intègrent par leur dynamisme économique dans le commerce mondial et les flux économiques de la globalisation. Au cœur de la compétition ainsi ouverte, les inégalités, les précarités et les fragilités des pays pauvres sont telles qu'il n'est même plus possible de donner au mot développement un contenu qui soit tant soit peu acceptable. Le système mondial est devenu si inhumain que certains penseurs proposent même que l'on utilise plus le terme de développement parce qu'il ne correspond plus à rien de ce que le système mondial peut offrir comme rêve aux pays qui souffrent de son emprise. Ce qu'il faut, ce n'est pas le développement déjà complètement dévoyé et pourri par les pays riches, mais *une politique de l'humanité*<sup>6</sup>.

On en est là, dans les théories du développement. Nous vivons leur invalidation comme champ d'espérance réelle et réaliste.

Comment l'Eglise s'est-elle située dans ces débats ? Comment a-t-elle pensé le développement et à quels résultats a-t-elle abouti ?

Il y a lieu de dire avant tout qu'une forte mouvance des communautés chrétiennes à tendance spiritualiste a refusé la problématique du développement comme tâche pour les églises. Faisant de la seule annonce de l'Evangile et de la proclamation de Jésus-Christ le centre de son message, elle a orienté son action vers le salut dans l'au-delà, en refusant de faire des enjeux sociopolitiques une interpellation pour la foi chrétienne. Comme dirait le théologien Gabriel Vahanian, au lieu de vouloir *changer le monde*, elle préfère clairement *changer de monde*<sup>7</sup>. Son ambition visait à aller au ciel comme si la terre n'existait pas, selon le mot de Mgr Ndongmo. Rn fait, elle a cherché, surtout dans les pays africains, où son discours

---

<sup>4</sup> Lire à ce sujet : Dominique Wolton, *L'autre mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003 ; Joseph E. Stiglitz, *La Grande Désillusion*, Paris, Fayard, 2002; Dany-Robert Dufour, "A l'heure du capitalisme total, servitude de l'homme élevé", in *Le Monde Diplomatique*, n° 592, Octobre 2003.

<sup>5</sup> Lire : Zaki Laidi, *Un monde privé des sens*, Paris, Fayard, 1994 ; Susan George, *Le Rapport Lugano*, Paris, Fayard, 2000 ; Jean Ziegler, *Les Maîtres du monde et ceux qui leur résistent*, Paris, Seuil, 2001.

<sup>6</sup> Lire Edgar Morin, "Pour une politique de l'humanité", in *Ecovox*, n° 26, mai-août, 2002.

<sup>7</sup> Gabriel Vahanian, *Dieu et l'utopie, L'Eglise et la technique*, Paris, Cerf, 1977.

a eu une large audience, à placer l'exubérance rituelle et l'exaltation d'un moralisme individualiste au dessus de l'éthique sociale et de ses exigences de transformation sociale.

Face à cette mouvance, un christianisme de réflexion sur le développement s'est affirmé avec vigueur et fermeté dans la pensée chrétienne. Trois étapes peuvent être ici dégagées.

La première est celle de la publication de la célèbre encyclique du Pape Paul VI : *Populorum Progressio*. Dans la ligne de la doctrine sociale de l'Eglise et sur la base d'un important travail théorique abattu par les équipes du Père Lebert sur le développement<sup>8</sup>, le Pape avait orienté les réflexions dans les sens de la promotion intégrale de la personne humaine et des sociétés. En fait, il avait intégré l'éthique et la spiritualité dans les recherches sur le développement de l'homme et des peuples. Dans un monde où l'on avait tendance à ne penser les réalités qu'en termes de croissance économique, la pensée de l'Eglise conduisait à considérer le développement en termes de *développement humain*, avec ce que cela comportait de paramètres de bonheur individuel et social. Dans cette perspective, on peut considérer que l'apport des communautés chrétiennes dans les débats a été d'humaniser le développement en le pensant comme la promotion intégrale de l'Homme, de tout l'Homme et de tous les hommes. Le Père Vincent Comao a condensé toute cette vision du développement dans un ouvrage remarquable : *changer le monde, une tâche pour l'Eglise* (Paris, cerf, 1979).

Ce livre a éclairé la deuxième étape de la vision du développement dans les communautés chrétiennes : l'étape de l'engagement des églises dans le processus de la promotion humaine comme ce fut le cas en Amérique Latine et en Afrique. Il faut invoquer ici toute la théologie de la libération qui a placé la dynamique libératrice de la foi au cœur du travail d'un développement conçu et vécu comme transformation des rapports sociaux de domination. La visée et l'ambition libérées par les communautés chrétiennes d'Amérique Latine et d'Afrique a montré en quoi le développement humain ne pouvait être qu'un développement solidaire, non soumis aux principes et aux paramètres d'un capitalisme qui détruit l'humain et anéantit les solidarités entre les peuples. Dans cette perspective du développement humain et solidaire, la pensée ecclésiale latino-américaine et africaine a mis en lumière une autre dimension du développement : sa dimension endogène. Comme il est essentiellement libération, le développement ne peut pas, dans sa concrétisation, être octroyé de l'extérieur : il se secrète du dedans, il prend son essor *de l'intérieur et à l'extérieur*<sup>9</sup> des forces créatrices des communautés. Plus encore que par ses dimensions humaine, solidaire et endogène, le développement a été pensé dans la mouvance ecclésiale comme un développement durable, c'est-à-dire sensible à la sauvegarde de la création, des systèmes naturels et des intérêts des générations futures<sup>10</sup>. Une vision holistique de la promotion humaine a pu ainsi s'affirmer et s'épanouir dans la vision du développement.

Le troisième moment de l'intervention des églises dans les débats sur le développement est celui de l'engagement des communautés chrétiennes dans le mouvement altermondialiste actuel. Dans beaucoup de pays du monde, les églises ont pris gain et cause pour les logiques de contestation de l'ordre néolibéral et de sa globalisation sauvage. Elles ont fait de ces logiques non seulement des logiques de contestation, mais *des logiques de*

---

<sup>8</sup> Lire L.-J. Lebert, *Dynamique concrète du développement*, Paris, Economie et Humanisme, Editions Ouvrières, 1961.

<sup>9</sup> L'expression est de la militante altermondialiste malienne Aminata D. Traoré.

<sup>10</sup> Lire Peri Rasolondraibe, "Holistic Approach to Development : a Perspective from Churches in the South", Oslo, Norway, 22 October 2000, [www.bistandsnemnda.no/publikasjoner/peri221002.htm](http://www.bistandsnemnda.no/publikasjoner/peri221002.htm).

*résistance, de révolte et de résilience*<sup>11</sup>, avec beaucoup d'associations de la société civile qui militent pour une mondialisation solidaire. De ce point de vue, on peut affirmer que les communautés chrétiennes ont donné aux ambitions du développement une dimension globale, mondiale au sens positif du terme. Le développement est devenu, dans leur mouvance qui est celle de la société civile, une dynamique globale d'altermondialisation, c'est-à-dire de l'invention d'une nouvelle société mondiale, juste, solidaire, responsable et libérée de la malédiction néolibérale qui pèse sur le développement des peuples aujourd'hui<sup>12</sup>.

## **L'Eglise dans les pratiques du développement**

Si dans les théories du développement, l'Eglise a une place importante par sa capacité à éclairer les esprits sur la base des valeurs éthiques et spirituelles, il n'en est pas de même dans le domaine des pratiques et des stratégies du développement. A ce niveau, rien de décisif n'a été réellement fait pour répondre aux enjeux de fond que la pensée de l'Eglise a dévoilés. Le déficit des communautés chrétiennes se situe à un double niveau : d'abord celui de l'imagination créative, ensuite celui de la pastorale de terrain et de la pédagogie du développement fondée sur l'Evangile et de la cohérence entre foi et action..

### *Déficit d'imagination créative*

En matière des stratégies de développement, on sait que l'ordre mondial a fait fonctionner trois mécanismes pour soutenir les pays en voie de développement : l'aide, l'endettement et le commerce.

L'aide a servi à donner aux pays pauvres les moyens de se doter d'infrastructures pour l'industrialisation et la modernisation de l'espace de vie grâce aux grands travaux d'aménagement (routes, barrages, complexes agricoles, etc). Cela s'est fait sans que l'on se pose la question de la fécondité et de l'efficacité du cadre à l'intérieur duquel cette aide atterrissait. Cela s'est fait également sans que l'on se demande si les mentalités locales correspondaient aux attentes et si les règles globales du jeu international rendaient possible une utilisation efficace de l'aide au service de ce que les donateurs entendent par développement<sup>13</sup>. Les résultats de ces négligences ont été catastrophiques : aucun pays n'a pu vraiment amorcer un processus réel de développement grâce à l'aide qu'il a reçu. En Afrique particulièrement, l'aide a abouti dans plusieurs pays à des éléphants blancs, à une gestion chaotique des économies nationales, à la corruption, aux détournements de fonds et à une mentalité d'éternels assistés. A l'intérieur même des mécanismes d'octroi et de fonctionnement des fonds d'assistance aux pays pauvres, les choses sont souvent telles qu'on ne sait pas vraiment *qui aide qu*<sup>14</sup>, qui tire vraiment les bénéfices des sommes engagées ni qui est le vrai maître du jeu.

L'échec de l'aide bilatérale ou multilatérale est aussi l'échec de la voie du développement par endettement. Dans les années 1970, l'Afrique s'était massivement

---

<sup>11</sup> L'expression est de Kā Mana.

<sup>12</sup> Lire Kā Mana (Sous la direction), *Réussir l'Afrique*, Yaoundé-Bafoussam, Editions CIPCRE, 2004.

<sup>13</sup> Je renvoie ici aux critiques acerbes d'Axelle Kabou à l'égard des mentalités anti-développement en Afrique. Son livre, *Et si l'Afrique refusait le développement* (Paris, L'Harmattan, 1991) est très éclairant sur ce sujet. Je renvoie également au livre de Daniel Etounga-Manguelle, *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel ?*, Paris, Nouvelles du Sud, 1990.

<sup>14</sup> L'expression est Mobutu Sese Seko.

endettée. Elle ne s'est pas développée pour autant. L'endettement l'a plutôt plongé dans une crise chronique où la misère, le dénuement et la pauvreté sont tels qu'ils condamnent beaucoup de pays à quémander indéfiniment des annulations de dettes, des rééchelonnements de leurs remboursements et des réendettements "salutaires", dans un cercle infernal où l'on s'endette pour rembourser et où on rembourse pour s'endetter. En vérité, même dans les simples termes de la logique économique et de ses paramètres, il n'est pas possible de penser un développement qui serait fondé sur l'extraversion des besoins et leur satisfaction par l'endettement. Prendre une telle voie est une pure aberration. L'Afrique l'expérimente aujourd'hui dans la tragédie de son sous-développement sans issue.

Face aux impasses de l'endettement, les Américains ont cherché à faire du commerce la clé du développement. Peine perdue. Dans le contexte mondial où le commerce obéit aux réglementations néolibérales au profit des puissants, ce ne sont pas les matières premières dont l'Afrique dispose qui développeront son économie. Soumise à la détérioration des termes d'échange et à la logique des politiques commerciales des pays riches, l'Afrique n'a pas le poids commercial qu'il faut pour espérer se développer par la voie du "Trade, not aid" propre aux Américains.

Qu'a fait l'Eglise face à ce triple blocage de l'aide de l'endettement et du commerce en matière de développement ? Au lieu de se fonder sur le message biblique pour y découvrir les principes d'une pratique d'économie solidaire et d'une vision du bonheur collectif qui constituerait un projet d'altermondialisation globale face au sous-développement, elle s'est soit enfermée dans des théologies spiritualistes pour changer de monde au lieu de changer le monde soit contentée de colmater les brèches dans le contexte des misères incommensurables, en Afrique particulièrement. La Bible n'a pas donc été incarnée dans des pratiques et des techniques ecclésiales de transformation du monde comme monde global,, comme ordre mondial injuste et destructeur de l'humain..

### *Déficit d'action pastorale*

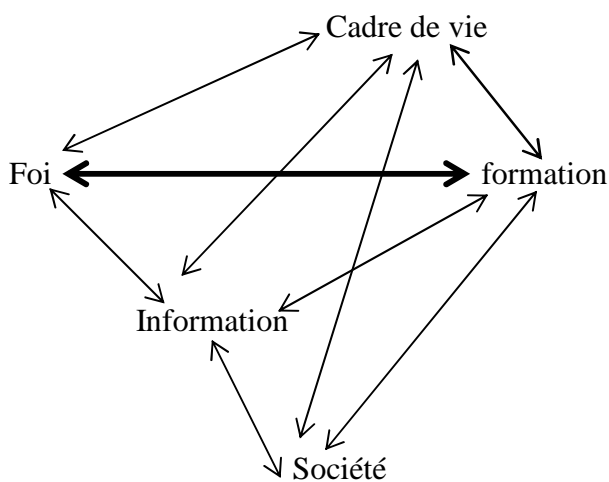
En fait, toute l'action des églises a souvent consisté ou à tourner le peuple vers la pastorale priante ou à faire du micro développement, avec des projets relevant de l'action sociale, que l'on désigne globalement par le terme d'œuvres de l'Eglise : les hôpitaux, les écoles, les centres sociaux et les activités agro-pastorales. Même si ces activités ont une signification importante pour soulager les misères, elles n'ont pas encore, à ce jour, constitué une véritable dynamique de développement à grande échelle. Leur réussite même dénote l'incapacité des communautés chrétiennes à affronter les grands enjeux de la promotion humaine à l'échelle internationale. C'est-à-dire les questions actuelles par rapport auxquelles l'Eglise semble en retrait du point de vue de son action, même elle y consacre beaucoup de discours et de réflexions. Si elles en restent à ce niveau de la pastorale priante ou des micro actions, les églises risquent d'être en dessous de ce que leur propre vision du développement présuppose et engage dans la situation actuelle du monde. Le vrai problème est de passer du rituel spiritualiste et des micro actions à une échelle plus vaste, celle de l'ambition dont parlait déjà le Père Vincent Cosmao comme d'une tâche inhérente à la mission de l'Eglise : changer le monde. Cela exige que la pastorale du développement devienne une pédagogie du développement fondée sur la manière dont Jésus déployait son action comme volonté de mettre *les gens debout, ensemble et au travail*<sup>15</sup>, dans la perspective d'une mission de construction des solidarités humaines responsables et créatives, comme on le voit avec

---

<sup>15</sup> L'expresion est de Laurien Ntezimana.

l'action missionnaire des apôtres et des premières communautés chrétiennes. Cette mission consiste à s'engager dans une évangélisation globale, qui s'accomplisse à travers de nouveaux lieux d'espoir, de nouvelles dynamiques ecclésiales capables de rassembler les chrétiens et les chrétiennes dans une nouvelle volonté de bâtir concrètement le développement. Un développement qui soit humain, durable, endogène et solidaire, comme c'est aujourd'hui le rêve de tous ceux et toutes celles qui croient qu'un autre monde est possible. Dans cette mesure, l'altermondialisation est le nouveau nom du développement, l'enjeu pour lequel les communautés chrétiennes devraient libérer toutes leurs énergies créatives.

C'est cette vision que nous nous sommes donnés comme perspective dans le travail que nous réalisons sur le terrain au CIPCRE, en promouvant une vision holistique de la promotion humaine où nous mettons en interaction, comme pôles constitutifs du développement, les éléments suivants :



A travers ce schéma, nous voulons montrer que le développement pour lequel les églises sont appelées à mobiliser leurs forces est un développement qui devrait unir toutes les actions de pastorale du développement à l'ambition d'un débat qui engage les communautés chrétiennes dans une mobilisation pour une altermondialisation concrète, où notre foi en Jésus-Christ forge des mentalités sociales par la formation humaine fondée sur l'Évangile, en vue de changer la société et le cadre de vie grâce aux valeurs éthiques et spirituelles, au sein des projets concrets de promotion humaine. Au CIPCRE, nous avons choisi l'écologie, les droits humains et l'éducation sociale comme notre champ de contribution au développement. Nous comptons aussi mobiliser les autres organisations chrétiennes pour rompre avec la logique du développement à petite échelle et affronter les enjeux mondiaux de la promotion humaine. Nous savons que cela exige la constitution de grands réseaux mondiaux des communautés chrétiennes décidées de bâtir un nouveau développement.

---

\* Jean-Blaise Kenmogne est directeur général du Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRE, Bafoussam, Cameroun).